

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 28 septembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par le Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 et financées sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats du CICES avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- des contrats par entente directe non autorisée ont été identifiés pour un montant global estimé à 96 350 870 FCFA,
- des marchés non inclus dans le plan de passation des marchés (article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007) ont été conclus par le CICES pour un montant estimé à 17 700 000 F CFA (aménagement parking, désensablement),
- des critères d'évaluation non prévus dans les cahiers des charges ont été introduits par la Commission des Marchés en cours d'évaluation des offres contrevenant aux

dispositions de l'article 59 du NCMP exposant ainsi le CICES à un risque de recours en nullité de toute la procédure de passation des marchés,

- certains procès - verbaux de réception et d'ouverture des plis (DRP N° 635 du 17 octobre 2008 relative aux travaux de maçonnerie et de peinture) comportent des informations inexactes sur le contenu des offres des soumissionnaires relativement à la composition des dossiers de soumission,
- des noms de marque sont utilisés dans certaines DRP en violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier.
- les cautions de soumission ne sont pas prévues dans les Dossiers d'Appel d'Offres en violation des dispositions de l'arrêté N° 011583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de soumission,
- les cautions de bonne exécution ne sont pas prévues dans les contrats en violation des dispositions de l'arrêté N° 011584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution,
- des variantes sont prises en compte dans l'évaluation des offres alors que le Dossier d'Appel d'Offres ne prévoit pas cette option ; de surcroit, lesdites variantes sont évaluées avec les offres de base alors que, lorsqu'elles sont sollicitées, elles doivent être évaluées à part et seulement pour le soumissionnaire ayant l'offre de base la moins disante pour le choix de l'attributaire conformément à l'article 59 – 3 du NCMP (DAO Véhicules),
- la pratique du fractionnement des marchés semble érigée en règle avec des commandes additionnelles quasi – systématiques parfois annoncées dans la lettre même de notification de l'attribution du marché (cas de la DRP N° 635 attribuée pour un montant de 49 997 970 F CFA TTC soit à 2 030 F CFA près en dessous du seuil de passation et pour laquelle la lettre de notification à l'attributaire lui annonce déjà que le CICES lui propose un avenant au contrat pour lequel il vient d'être retenu),
- la Commission des Marchés du CICES a déclaré deux lots de l'appel d'offres N°2 infructueux sans requérir l'avis préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) en violation des dispositions de l'article 64 du NCMP,
- les principes d'équité et d'égalité entre les différents soumissionnaires ne sont pas toujours respectés (organisation de visites préalables à la préparation des offres pour certains candidats et non pour les derniers acquéreurs du DAO N° 4),
- l'attribution de marchés a été faite pour un montant dépassant l'enveloppe budgétaire sans que l'existence de crédits complémentaires ne soit prouvée conformément aux dispositions de l'article 9 du NCMP (DRP N° 2),
- les principes d'économie ne semblent pas érigés en règle avec la location de groupes électrogènes en fin d'année pour un montant estimé à 13 559 000 F CFA TTC alors que l'appel d'offres pour l'acquisition de groupes électrogènes dont les plis ont été ouverts le 17 avril 2008, a été déclaré sans suite par la Commission des Marchés qui a invoqué l'application des dispositions de l'article 111 du NCMP pour des raisons liées à une caution non conforme imputable à l'origine au cahier des charges qui réclamait aux soumissionnaires des chèques de garantie en guise de caution alors qu'il s'agit plutôt d'un appel d'offre infructueux pour offres non conformes (Article 64 du NCMP).

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le CICES,
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP,
- des pièces importantes ne sont pas versées aux dossiers de passation (procès verbaux d'évaluation et ou d'attribution, lettres de notification).

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	7
1.1	Non conformités identifiées	7
1.2	Formulation de recommandations	9
1.3	Tableau récapitulatif des violations du NCMP par marché	10
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	13
2.1	Contexte de l'intervention	13
2.2	Objectifs de la mission	13
2.3	Tâches du consultant	14
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	16
3	Approche méthodologique	18
3.1	Revue des textes	18
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	19
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	19
4	Résultats de nos travaux	22
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	22
4.2	Périmètre Couvert	23
4.3	Examen des marchés	24
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	24
4.3.2	Marchés conclus par Appel d'offres	25
4.3.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	29

Lexique des abréviations et sigles

AC	Autorité Contractante
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appels d'offres
AOM	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
BC	Bon de Commande
CICES	Centre International du Commerce extérieur du Sénégal
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DCMP	Direction Centrale des Marchés publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PPM	Plan de Passation de Marché
PV	Procès verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES
<p>Les anomalies identifiées se résument comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none">1. des contrats par entente directe non autorisée ont été identifiés pour un montant global estimé à 96 350 870 FCFA,2. des marchés non inclus dans le plan de passation des marchés (article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007) ont été conclus par le CICES pour un montant estimé à 17 700 000 F CFA (aménagement parking, désensablement),3. des critères d'évaluation non prévus dans les cahiers des charges ont été introduits par la Commission des Marchés en cours d'évaluation des offres contrevenant aux dispositions de l'article 59 du NCMP exposant ainsi le CICES à un risque de recours en nullité de toute la procédure de passation des marchés,4. certains procès - verbaux de réception et d'ouverture des plis (DRP N° 635 du 17 octobre 2008 relative aux travaux de maçonnerie et de peinture) comportent des informations inexactes sur le contenu des offres des soumissionnaires relativement à la composition des dossiers de soumission,5. des noms de marque sont utilisés dans certaines DRP en violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier.6. les cautions de soumission ne sont pas prévues dans les Dossiers d'Appel d'Offres en violation des dispositions de l'arrêté N° 011583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de soumission,7. des variantes sont prises en compte dans l'évaluation des offres alors que le Dossier d'Appel d'Offres ne prévoit pas cette option ; de surcroit, lesdites variantes sont évaluées avec les offres de base alors que, lorsqu'elles sont sollicitées, elles doivent être évaluées à part et seulement pour le soumissionnaire ayant l'offre de base la moins disante. pour le choix de l'attributaire conformément à l'article 59 – 3 du NCMP (DAO Véhicules),8. la pratique du fractionnement des marchés semble érigée en règle avec des commandes additionnelles quasi – systématiques parfois annoncées dans la lettre même de notification de l'attribution du marché (cas de la DRP N° 635 attribuée pour un montant de 49 997 970 F CFA TTC soit à 2 030 F CFA près en dessous du seuil de passation et pour laquelle la lettre de notification à l'attributaire lui annonce déjà que le CICES lui propose un avenant au contrat pour lequel il vient d'être retenu),9. la Commission des Marchés du CICES a déclaré deux lots de l'appel d'offres N°2 infructueux sans requérir l'avis préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) en violation des dispositions de l'article 64 du NCMP,

SYNTHESE DES NON CONFORMITES

10. les principes d'équité et d'égalité entre les différents soumissionnaires ne sont pas toujours respectés (organisation de visites préalables à la préparation des offres pour certains candidats et non pour les derniers acquéreurs du DAO N°4),
11. l'attribution de marchés a été faite pour un montant dépassant l'enveloppe budgétaire sans que l'existence de crédits complémentaires ne soit prouvée conformément aux dispositions de l'article 9 du NCMP (DRP N°2),
12. les principes d'économie ne semblent pas érigés en règle avec la location de groupes électrogènes en fin d'année pour un montant estimé à 13 559 000 F CFA TTC alors que l'appel d'offres pour l'acquisition de groupes électrogènes dont les plis ont été ouverts le 17 avril 2008, a été déclaré sans suite par la Commission des Marchés qui a invoqué l'application des dispositions de l'article 111 du NCMP pour des raisons liées à une caution non conforme imputable à l'origine au cahier des charges qui réclamait aux soumissionnaires des chèques de garantie en guise de caution alors qu'il s'agit plutôt d'un appel d'offre infructueux pour offres non conformes (Article 64 du NCMP).

1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations formulées pour palier les dysfonctionnements lors de notre revue se résument comme suit :

1. se conformer aux dispositions des articles 75 et 76 qui organisent les marchés par entente directe ;
2. se conformer aux dispositions de l'article 6 du NCMP en veillant à une bonne planification des activités lors de la mise en œuvre de la procédure budgétaire pour une bonne alimentation du PPM ;
3. les dispositions des cahiers des charges doivent être suffisamment explicites pour permettre aux soumissionnaires de préparer leurs offres avec le maximum de précisions. Ainsi, les durées de validité des offres et des garanties de soumission doivent être précisées ; il en est de même des critères d'évaluation des offres qui ne doivent en aucun cas être modifiés en cours d'évaluation sous peine de nullité de la procédure de sélection ;
4. n'inscrire que des mentions exactes dans les procès - verbaux ;
5. veiller aux dispositions de l'article 7 du NCMP et bannir toute clause discriminatoire dans les dossiers d'appel à la concurrence ;
6. veiller à l'application rigoureuse des dispositions de l'arrêté N°011484 du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP qui stipule qu'il est requis une garantie de bonne exécution pour les marchés de travaux d'un montant supérieur à trente cinq millions de F CFA ;
7. les variantes doivent être expressément prévues par la DAO et seule la variante du soumissionnaire ayant la meilleure offre de base est prise en compte. (article 59 – 3 du NCMP) ;
8. les commandes additionnelles systématiques doivent être bannies. Lorsque des commandes additionnelles sont faites, elles doivent donner lieu préalablement à la signature d'un avenant en bonne et due forme dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du NCMP. Par ailleurs, il faut arrêter cette pratique qui consiste à faire des commandes additionnelles systématiques et qui traduit en fait un fractionnement des commandes quelques fois annoncé au moment de la notification du marché de base ;
9. se conformer aux dispositions de l'article 64 du NCMP stipulant que l'autorité contractante ne peut déclarer un appel d'offres infructueux qu'après avis favorable de la DCMP ;
10. les principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires doivent être respectés en particulier pour l'organisation des visites préalables à la préparation des offres. C'est ainsi que les lettres d'invitation à ces visites ne doivent pas être envoyées de manière sélective à certains soumissionnaires et non à d'autres quels que soient les motifs invoqués par ailleurs. A l'issue de ces visites, des procès verbaux doivent être dressés et transmis à l'ensemble des soumissionnaires ;
11. l'existence de crédits suffisants est un préalable à la passation des marchés (article 9 du NCMP); le CICES devra par conséquent proscrire de ses pratiques la notion de différé de l'exécution des marchés pour insuffisance de crédit ;
12. veiller au respect des principes d'économie et se conformer aux dispositions de l'article 64 du NCMP organisant les appels d'offres infructueux et ceux déclarés sans suite.

1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Non conformités identifiées	AO N° 1	AO N° 3	AO N° 4	AO N°5
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		√		
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du NCMP	√	√	√	√
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 sur la Directive N°04/2005/CM/UEMOA			√	
Appel d'offres déclaré infructueux par la Commission des Marchés qui doit se limiter à une proposition en violation des articles 64 et 65 du NCMP			√	
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP			√	
Non respect de la formalisation des avenants en violation des articles 23 et 24 du NCMP				√
Non respect des taux indiqués par le CMP pour les avances sur prestations en violation de l'article 92 du NCMP				√

SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES DANS LES DRP

Non conformités identifiées	DRP N°											
	2	5	10	13	14	15	17	19	20	21	22	24
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Utilisation des noms de marque dans les DAC en violation de l'article 7 du NCMP			√									
Absence de garantie de bonne exécution dans le dossier en violation des articles 112 et 113 du NCMP			√									
Introduction de nouveaux critères de notations en cours d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√		√							
Fractionnement déguisé des marchés avec la systématisation des avenants ou commandes complémentaires en violation de l'article 138 du NCMP			√		√			√				
Pénalités de retard non imputées aux attributaires de marchés en violation des articles 131 et 132 du NCMP			√									
Conclusion de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP												√
Non respect des critères de recevabilité des offres en violation des articles 68 ,69 et 70 du NCMP										√	√	√
Non respect du nombre minimum de candidats consultés dans les procédures de DRP en violation de l'article 77 du NCMP											√	

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ;

budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- règlement Général de la Comptabilité Publique....

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du CICES pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu du CICES avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,

- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4

RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

Le CICES est une Société Anonyme à participation publique majoritaire issue de la fusion du Centre Sénégalais du Commerce Extérieur et de la Société de la Foire Internationale de Dakar. Il a pour mission de promouvoir l'expansion commerciale du Sénégal sous toutes ses formes et dans tous les secteurs d'activités en développant les échanges commerciaux entre les opérateurs économiques nationaux et leurs partenaires étrangers par le biais de l'organisation de foires, de salons et de congrès.

Dans le cadre de notre mission nous avons tout d'abord procédé à la revue du plan de passation des marchés préparé par le CICES et transmis à la DCMP, de l'état d'exécution dudit plan et de l'avis général de passation des marchés. Ces documents ont été rapprochés avec les données consignées sur le site des marchés publics (PPM, statistiques d'exécution du PPM).

Une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés ont été instituées conformément aux dispositions de l'article 35 du NCMP. Les membres de ces deux structures ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics. Les actes de nomination ainsi que les copies signées de la CET / MP ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP. Les membres de ces deux structures sont tous formés au NCMP et connaissent les règles de la passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des dossiers de passations des marchés qui font l'objet d'un classement tout à fait acceptable avec un souci de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés.

La Commission des Marchés du CICES n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels. Il convient cependant de souligner que des comptes rendus détaillés sont préparés par la Cellule de Passation des Marchés pour chaque appel d'offre et chaque DRP. Ceci constitue une source appréciable pour alimenter les rapports requis par le NCMP.

Rappel des seuils applicables au CICES en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	50	600	400	800
Fournitures et services	30	400	200	400
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350

Comme indiqué ci – avant, le CICES a formalisé toute la démarche de passation de marchés publics par :

- l'élaboration des cahiers de charges,
- l'élaboration de lettres d'invitation aux candidats pour les D.R.P.

- l'élaboration des P.V. d'ouvertures des plis,
- l'élaboration de P.V. d'évaluation technique d'offres,
- l'élaboration de P.V. d'attribution provisoire,
- l'élaboration de lettres de notification d'attribution définitive.

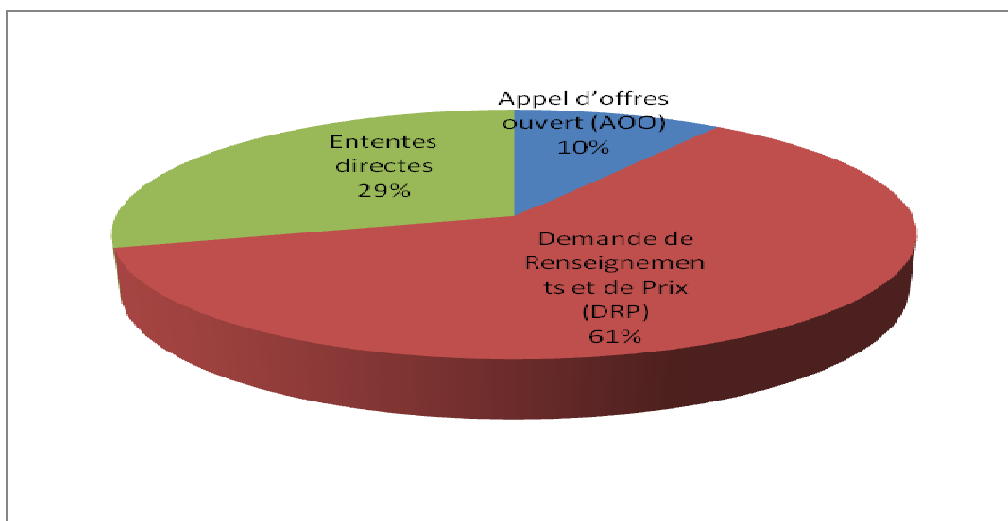
La Commission des Marchés se réunit normalement avec tous les membres désignés (y compris le Président) et se fait adjoindre, lors des séances d'ouverture des plis, du Responsable de la Cellule de Passation des marchés, en qualité de rapporteur, conformément au NCMP.

4.2 PERIMETRE COUVERT

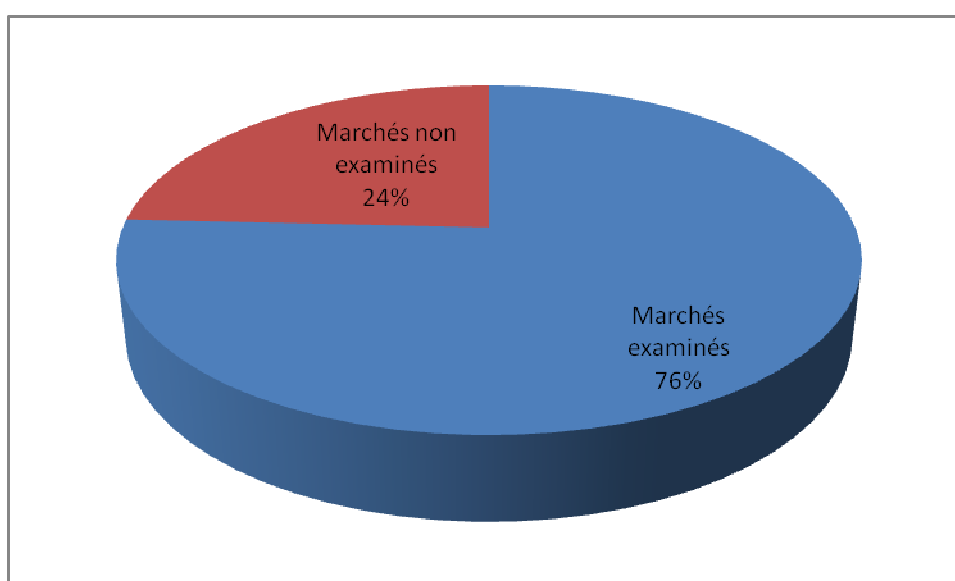
La situation d'exécution du plan de passation des marchés de 2008 s'établit comme suit :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	51 648 560	3	51 648 560	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Appel d'offres infructueux	2		1		50%	
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	19	272 382 311	12	222 343 318	63,16%	81,63%
Entente directe (ED)	9	96 350 870	9	96 350 870	100%	100%
TOTAL	33	420 381 741	25	370 342 748	75,76%	88,10%

La typologie des marchés passés en 2008 qui se présente comme suit illustre un recours massif à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix alors que l'appel d'offres ouvert constitue par principe le mode de passation des marchés publics.



Nos travaux ont couvert en nombre 75,76% des marchés exécutés en 2008 et 88,10% de la valeur totale des marchés passés en 2008.



4.3 EXAMEN DES MARCHES

4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTES DIRECTES

Non conformités identifiées

La vérification de l'exhaustivité des informations qui nous ont été communiquées par le CICES relativement à la situation d'exécution du Plan de Passation des Marchés de l'exercice 2008 nous a conduits à procéder à une revue sommaire de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs. Cette revue nous a permis d'identifier des dépenses non reflétées dans les

tableaux récapitulatifs d'exécution du PPM qui nous ont été fournis. Lesdites dépenses portent sur des contrats conclus par ententes directes non autorisées.

Elles portent sur les formations sur des modules de passation des marchés confiées à trois prestataires sélectionnés par entente directe non autorisées. Il s'agit des consultants ci – après:

- AFRICADIS (formation de 14 personnes pendant deux jours pour des honoraires et frais estimés à 4 956 000 F CFA TTC,
- AZORG CONSEIL pour 708 000 F CFA TTC pour trois jours de formation sans précision du nombre de participants,
- COMPLEXE KHADIMOU RASSOUL qui devait également produire à la fin de la formation un manuel de procédures pour 2 500 000 F CFA. Ledit manuel n'a à ce jour pas été déposé alors que le prestataire a été payé intégralement,
- Nous avons noté que les supports de formation utilisés par deux d'entre eux (Africadis et Azorg Conseil) sont les mêmes,
- les travaux de curage du canal ont été confiés à l'entreprise EGRND par entente directe pour un montant estimé à 7 080 000 F CFA,
- des travaux de constructions de stands et des achats d'ordinateurs portables ont été confiés à 2M AFRIQUE par entente directe pour un montant estimé à 31 321 100 F CFA et 3 528 200 F CFA respectivement,
- un contrat de conseil en communication a été conclu par entente directe avec KYS GROUP pour un montant de 4 000 000 F CFA,
- des travaux de constructions de stands ont été confiés à IBRA DIOP par entente directe pour un montant estimé à 12 390 000 F CFA,
- des travaux de constructions de stands ont été confiés à ISENCOM par entente directe pour un montant estimé à 24 868 500 F CFA,
- des travaux de réhabilitation de bâtiments et la fourniture des pots de fleurs ont été confiés par entente directe à l'entreprise Khady Guaye pour un montant estimé à 4 999 070 F CFA.

Recommandations

- Au regard de la valeur des prestations qui est inférieure au seuil de passation de marchés, il aurait été plus indiqué d'inviter directement cinq prestataires à présenter une soumission sans la formalité de publicité plutôt que de se mettre dans l'illégalité.

4.3.2 LES MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

Le CICES a lancé au cours de l'exercice 2008 cinq procédures d'appel d'offres sur les huit initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 62,5 %. Deux appels d'offres ont été déclarés infructueux. L'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 80 % des AO en nombre et 100 % en valeur. Les principales constatations sont présentées ci – après :

AO N° 01/CICES/CPM DU 26 FEVRIER 2008 - REALISATION DE DOCUMENTS ET SUPPORTS PROMOTIONNELS, DE TITRES D'ACCES, DE CATALOGUES ET DIVERS IMPRIMES

Date de publicité de l'appel d'offres : 26 février 2008 dans l'OBS

Date d'ouverture des plis : 26 mars 2008

Délai de préparation des offres : 30 jours

Date d'attribution : sans suite

Date d'approbation : sans suite

Date de notification : sans suite

Délai d'exécution : sans suite

Attributaire : Néant

Un seul des deux candidats ayant acquis le DAO a répondu à l'appel d'offres.

Non conformités identifiées

- le cahier des charges ne précise pas la durée de validité des offres ;
- l'imprécision des spécifications techniques du cahier des charges semble être la cause des réponses incomplètes ou imprécises du seul soumissionnaire qui a déposé une offre ;
- l'offre de la Rochette non conforme (déclaration de soumission non signée comme l'exige l'article 11 du DAO, offre incomplète ne portant pas sur des lots entiers), a quand même été examinée par la Commission des Marchés « en raison de l'urgence ». Malgré l'absence de pièces administratives, la Commission des Marchés a jugé que la Rochette est une entreprise qui a pignon sur rue et que les dispositions de l'article 43.1 du NCMP ne lui sont pas applicables)

Recommandations

- le Dossier d'Appel d'Offres doit préciser les durées de validité des offres ;
- le cahier des charges doit être bien documenté pour permettre aux soumissionnaires de disposer des indications précises pour la préparation des offres ; un cadre de devis estimatif aurait dû figurer dans le DAO ;
- le dépouillement des offres doit être effectué avec plus de rigueur

AO N° 03/CICES/CPM DU 27 MARS 2008 ACQUISITION DE VEHICULES : UNE BREAK ET UNE BERLINE

Date de publicité de l'appel d'offres : 27 mars 2008 dans l'OBS

Date d'ouverture des plis : 30 avril 2008

Délai de préparation des offres : 35 jours

Date d'attribution : 6 mai 2008

Date d'approbation : 4 décembre 2008

Date de notification : 29 mai 2008 à la SERA

Délai d'exécution : dès paiement de l'acompte

Date de paiement acompte: 17 novembre 2008

Attributaires : SERA pour 13 500 000 F CFA et ESPACE AUTO pour 11 990 000 F CFA

Non conformités identifiées

- en dépit de la non - conformité de la garantie de soumission de la Sénégalaise de l'Automobile, son offre a été examinée au moment de l'attribution provisoire alors qu'elle aurait dû être éliminée ;
- l'offre de la SERA comportait une variante qui a été prise en compte au moment de l'évaluation alors que le cahier des charges ne prévoyait pas expressément cette possibilité et de surcroît, ces variantes sont évaluées en même temps que les offres de base ;
- les modalités de règlement proposées par la SERA ne sont pas non plus conformes aux dispositions du cahier des charges et malgré tout cette offre a été examinée par la Commission des Marchés. Finalement le fournisseur qui a été déclaré attributaire au terme de l'évaluation ne s'est pas exécuté pour cette raison ;
- le procès verbal de réception n'est pas daté ;
- l'acompte a été payé avant la signature du contrat et aucune garantie de restitution d'avance n'a été déposée.

Recommandations

- une garantie de soumission non conforme est une cause d'élimination au moment de l'attribution ; il faudrait par conséquent que la Commission des Marchés, avec le support de la Cellule de Passation des Marchés, veillent à une application rigoureuse de la réglementation ;
- en application des dispositions de l'article 59 du NCMP, le cahier des charges doit expressément prévoir la possibilité de proposer des variantes. Lorsque cette option est offerte aux soumissionnaires, les offres de base sont évaluées et classées. C'est par la suite que la variante du soumissionnaire arrivé premier est comparée à son offre de base pour déterminer l'option choisie ;
- s'agissant d'un critère non déterminant dans le processus d'évaluation, les conditions de règlement proposées par la SERA auraient dû être mentionnées dans le procès verbal d'ouverture. La commission d'évaluation appréciera le caractère substantiel ou non substantiel dans le processus de choix. Il conviendrait à l'avenir de déterminer clairement ce qui est substantiel de ce qui ne l'est pas dans le processus d'évaluation des offres ;
- veiller à apposer les dates sur tous les documents versés aux dossiers de passation des marchés ;
- n'effectuer les règlements que sur la base d'un contrat dûment approuvé et demander une garantie de restitution d'avance aux attributaires de marchés.

AO N° 04 / CICES / CPM FOURNITURES ET SERVICES - REHABILITATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DU CIED

Date de publicité de l'appel d'offres : 23 juillet 2008

Date d'ouverture des plis : 26 août 2008

Date d'attribution : 9 septembre 2008

Date d'approbation : pas de contrat

Date de notification de l'attribution provisoire: 28 octobre 2008

Délai d'exécution : Non encore exécuté faute de financement

Attributaire : SOLENER TECHNOLOGIES pour un montant de 11 908 560 F CFA

Non conformités identifiées

- la lettre de consultation a été envoyée à 5 fournisseurs (Technimex, Solener Technologies, Sicotame, Sosère Lambert, Somec) alors que sur le PV de réception et d'ouverture des plis, il est mentionné que 6 sociétés ont acheté le cahier des charges (Technimex, Solener Technologies, Sicotame, Sosère Lambert, ETM, CERAM SARL) donc Somec n'a pas acheté le cahier des charges mais 2 autres sociétés (ETM, CERAM SARL) ont acheté le cahier des charges et l'une a soumissionné (CERAM SARL) ;
- le procès verbal de réception et d'ouverture des plis n'est pas transmis aux soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 64 alinéa 4 du NCMP ;
- le Dossier d'Appel d'Offres prévoyait l'organisation d'une visite préalable des installations avant la préparation des offres. Quatre candidats sur les six ayant acquis le Dossier d'Appel d'Offres ont été invités à cette visite. Même si les deux autres candidats ont retiré le DAO après la visite organisée pour les quatre premiers, le respect des principes d'équité et d'égalité commande au CICES de programmer une nouvelle visite à l'intention des deux derniers candidats ;
- le DAO ne comporte pas de bordereau de prix. Ceci explique les fortes disparités des offres financières qui vont de 102 millions à 363 millions pour les trois lots et les demandes d'informations complémentaires adressées à trois soumissionnaires sur les quatre ayant déposé une offre. On note encore une rupture du principe d'équité parce que la Commission des Marchés aurait dû demander lesdites informations à tous les soumissionnaires y compris celui qui a été écarté de cette consultation parce que son offre financière a été jugée excessive ;
- à l'examen du procès verbal d'évaluation technique, les offres des autres prestataires semblaient beaucoup plus consistantes que celle de SOLENER que la Commission Technique a cependant jugée conforme ;
- les lots 1 et 3 de l'appel d'offres ont été déclarés infructueux par la Commission des Marchés du CICES. Cette Commission n'est pas habilitée à déclarer un AO infructueux. Il appartient à la DCMP, après examen de la proposition de l'Autorité Contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ;
- l'offre de l'attributaire (11 908 560) du marché est basse par rapport à celles des 2 autres (29 411 500 et 117 222 675) ;
- les autres soumissionnaires non retenus n'ont pas été avisés de l'attribution. Seul l'attributaire l'a été ;
- la lettre de notification a informé l'attributaire que le marché ne sera exécuté qu'en 2009 faute de financement ; ceci est contraire aux dispositions du NCMP qui dans son article 9 stipule que l'Autorité Contractante doit s'assurer de l'existence de crédits suffisants préalablement à la passation des marchés.

Recommandations

- le procès verbal de réception et d'ouverture des plis doit être transmis aux soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 64 alinéa 4 du NCMP ;

- veiller au respect des principes d'équité et d'égalité et programmer dans les cas d'espèces une nouvelle visite à l'intention des candidats restants, établir un procès verbal de visite et le transmettre à tous les soumissionnaires ;
- le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, dans le cadre de sa mission de conseil et de contrôle de la qualité des dossiers de passation des marchés doit veiller à ce que les bordereaux de prix figurent dans les DAO ;
- le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, dans le cadre de sa mission de conseil et de contrôle de la qualité des dossiers de passation des marchés doit veiller à ce que les informations consignées dans le procès verbal d'évaluation technique fassent l'objet d'une analyse rigoureuse et d'une interprétation conforme à l'esprit du CMP ;
- la Commission des Marchés du CICES n'est pas habilitée à déclarer un AO infructueux ; elle fait juste une proposition qui est transmise par la PRM à la DCMP qui est seule habilitée à déclarer un appel d'offres infructueux ;
- l'offre anormalement basse de l'attributaire du marché doit être appréciée au regard des dispositions de l'article du NCMP ;
- il faut, après attribution des marchés informer par courrier les soumissionnaires non retenus ;
- Il faut s'assurer, conformément aux dispositions de l'article 9 du NCMP, de l'existence de crédits suffisants préalablement à la passation des marchés.

AO 05/CICES/CPM DU 13 AOUT 2008 - ACQUISITION DE MOQUETTES

Date de publicité de l'appel d'offres : 13 août 2008

Date d'ouverture des plis : 11 septembre 2008

Délai de préparation des offres : 30 jours

Date d'attribution : 11 septembre 2008

Date de notification : 11 septembre 2008

Date d'approbation : 25 septembre 2008

Délai d'exécution : 10 novembre 2008

Attributaire : GENERALE DE NEGOCE ET SERVICES DU SENEGAL pour un montant de 27.750.000 FCFATTC - BC N° 000927 du 25/09/2008 pour un montant de 27.750.000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- le cahier des charges tout comme le contrat incluent une disposition qui fait obligation à l'attributaire de disposer d'un stock additionnel de 5 000 M² pour satisfaire les demandes supplémentaires. Ainsi, le 19 novembre et le 25 novembre 2008 des commandes additionnelles (BC 134 et 143) sont adressées au fournisseur pour un montant global de 9 250 000 F CFA qui viennent s'ajouter au marché de base de 27 750 000 F CFA. Non seulement il n'y a pas eu d'avenant écrit et signé par les deux parties (Article 23 Alinéa 2 du NCMP), mais la valeur de cette commande supplémentaire représente 33,33% du marché de base et dépasse par conséquent le taux de 30% admis dans les avenants ;
- à l'ouverture des plis, la Commission de dépouillement des offres a accepté de retenir la soumission de la Générale de Négoce et de Services du Sénégal sous réserve de la présentation, a posteriori, des attestations de l'IPRES et de la Caisse de Sécurité Sociale sans indication du délai limite de présentation des pièces

manquantes. A l'attribution, aucun document ne précise si ces pièces ont été fournies.

Recommandations

- il aurait été préférable, dans le cas mentionné ci – avant, de passer un marché avec une tranche ferme et une tranche conditionnelle (Article 25 Alinéa 2 du NCMP) dont les modalités de mise en œuvre seront clairement définies dans le contrat de base ;
- veiller à ce que toutes les remises de compléments d'informations soient consignées dans les procès verbaux.

4.3.3 LES MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les DRP représentent 61% des acquisitions réalisées par les CICES au cours de la gestion 2008. Les résultats de nos sondages se présentent comme suit :

DRP N° 10 DU 17 OCT 2008 TRAVAUX DE MAÇONNERIE ET DE PEINTURE

Date de transmission de la DRP : 17 octobre 2008

Date de dépôt des offres : 24 octobre 2008

Délai de préparation des offres : 7 jours

Date d'attribution : 21 octobre 2008 alors que le rapport d'évaluation est du 24 octobre

Date d'approbation : 30 octobre 2008

Date de notification de l'attribution: 29 octobre 2008

Délai d'exécution : 15 novembre 2008

Attributaire SGT T LE TAÏF pour un montant de 49 997 970 F CFA TTC

- **Lot 1 : Travaux de Peinture 24 940 670 F CFA TTC BC N° 56, 57, 58, 59 du 10 novembre 2008**
- **Lot 2 : Travaux de Maçonnerie 21 235 000 F CFA TTC BC N° 993 et N° 994 du 30 octobre 2008**

Non conformités identifiées

- les convocations des membres de la Commission des Marchés ne sont pas versées au dossier de passation ;
- l'utilisation de la peinture TROPIX a été mentionnée dans la DRP. Cette pratique constitue une violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier ;
- la DRP tout comme le contrat ne prévoient pas de caution de bonne exécution alors que l'arrêté N° 011584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP stipule qu'il est requis une garantie de bonne exécution pour les marchés de travaux d'un montant supérieur à trente cinq millions de F CFA ;
- la même référence de courrier (lettre N° 635 du 17 octobre 2008) a été utilisée deux fois pour deux consultations différentes (DRP Maçonnerie et peinture, DRP confection de titres d'accès) ;

- l'attributaire SGT TAÏF spécialisé dans la construction a également été consulté pour l'acquisition du matériel téléphonique mettant en doute la fiabilité des listes restreintes constituées lors du lancement des DRP ;
- de nouveaux critères d'évaluation des offres ont été introduits qui ne figurent pas dans le cahier des charges (délai d'exécution, moyens logistiques, références). Le rapport d'évaluation mentionne que seule un des soumissionnaires à savoir SGT le TAÏF a donné ces informations alors que l'examen des offres des soumissionnaires nous a permis de constater que TSMA a fourni les mêmes informations que SGTT en plus de l'attestation de capacité financière. Nous notons par ailleurs que le DG de TSMA est également l'Administrateur Général de SAGECO qui a également été consulté sur cette DRP. En outre, contrairement à ce qui est mentionné dans le rapport d'ouverture, SAGECO n'a pas fourni d'offre technique. Son dossier comporte les pièces administratives et l'offre financière. Ceci expliquerait probablement le nouveau terme d'offre technico – financière évoqué dans le PV d'ouverture des plis. Une autre entreprise consultée NDINDY MULTI SERVICES n'est manifestement pas une entreprise de construction et de bâtiment. Les critères de sélection des entreprises short listées gagneraient à être plus objectifs et pertinents
- outre le fait d'énoncer des informations non vérifiées dans le rapport d'évaluation, il n'est pas normal d'évaluer des candidats sur la base de critères autres que ceux qui figurent dans le cahier des charges. La non communication des rapports d'évaluation aux soumissionnaires les prive d'une information qui pourrait leur permettre d'exercer leur droit de recours pour casser les décisions non conformes. Il pourrait être envisagé, à défaut d'une transmission en bonne et due forme de mettre cette information en ligne dans le portail des marchés publics ;
- la lettre de notification à l'attributaire lui annonce déjà que le CICES lui propose un avenant au contrat pour lequel il vient d'être retenu. Le montant de 49 997 970 F CFA TTC du contrat de base attribué en mode de passation DRP (à 2 030 F CFA près en dessous du seuil de passation par AOO) laissait déjà présager un fractionnement du marché que vient confirmer la lettre de notification. Cet avenant porte sur la construction d'un mur de clôture et la modification du type de guichet initialement prévu (construction de guichets sommaires en lieu et place des blocs de guichets). Il s'ensuit des travaux supplémentaires chiffrés à 17 952 520 F CFA TTC et une décote de 9 433 025 F CFA soit un surcoût de 8 519 506 F TTC qui a fait l'objet d'une commande complémentaire (BC N° 64 du 11 novembre 2008) ;
- le contrat n'a pas été soumis par l'attributaire à la formalité de l'enregistrement ;
- l'attributaire n'a pas constitué de caution de bonne exécution puisque ni le DAO, ni le contrat ne l'exigent ;
- la réception des travaux a été faite le 25 novembre 2008 alors que contractuellement le délai de livraison était prévu pour le 15 novembre 2008 et qu'il était un critère d'évaluation, du reste anormalement intégré par la commission d'évaluation à la grille de notation des offres. Nous notons que les pénalités de retard n'ont pas été calculées par le CICES et réclamées au prestataire. Ces pénalités de 1/1000 du coût global de l'ouvrage non livré par jour de retard ;
- les paiements effectués en 2008 se chiffrent à 41 623 906 F CFA. Les modalités de règlement contractuelles n'ont pas été respectées. Notons que le libellé de l'article du contrat portant modalités de règlement n'est pas précis. Il est stipulé comme suit : « Le CICES s'engage à effectuer le paiement de 50% du coût global et le reliquat à la fin des travaux ».

Recommandations

- verser les convocations des membres de la Commission des Marchés au dossier de passation ;
- veiller au respect des dispositions de l'article 7 du NCMP et bannir toute clause discriminatoire dans les dossiers d'appel à la concurrence ;
- veiller à l'application rigoureuse des dispositions de la l'arrêté N° 011584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP qui stipule qu'il est requis une garantie de bonne exécution pour les marchés de travaux d'un montant supérieur à trente cinq millions de F CFA ;
- veiller à la correcte numérotation des correspondances adressées aux soumissionnaires ;
- constituer un fichier fournisseur en bonne et due forme et ne consulter les entreprises que sur la base de leur qualification spécifique ;
- il ne faut évaluer les offres que sur la base des critères d'évaluation qui figurent dans le cahier des charges. Par ailleurs, il ne faudrait pas consulter des entreprises ayant le même propriétaire dans la même consultation restreinte. Enfin, il ne faut consigner dans le rapport d'évaluation que des informations vérifiées et exactes ; la non communication des rapports d'évaluation aux soumissionnaires les prive d'une information qui pourrait leur permettre d'exercer leur droit de recours pour casser les décisions non conformes. Il pourrait par conséquent être envisagé, à défaut d'une transmission en bonne et due forme, de mettre cette information en ligne dans le portail des marchés publics ;
- il faut bannir le fractionnement des marchés et par ailleurs, les avenants doivent être conclus conformément au NCMP ;
- demander systématiquement aux attributaires de contrats de se soumettre à la formalité de l'enregistrement ;
- demander aux attributaires, conformément au NCMP de constituer la caution de bonne exécution mais au préalable, il faudrait la requérir dans le DAO et dans le contrat ;
- pour une gestion rigoureuse des contrats, il conviendrait de calculer les pénalités de retard prévues au contrat ;
- veiller au respect des modalités de règlement contractuelles. Corriger le libellé de l'article du contrat portant modalités de règlement.

DRP N° 19 DU 8 NOVEMBRE 2008 TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REMISE A NIVEAU DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES -

Date de transmission de la DRP : 8 novembre 2008

Date de dépôt des offres : 13 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 5 jours

Date d'attribution : 13 novembre 2008

Date d'approbation : 14 novembre 2008

Date de notification : 14 novembre 2008

Délai d'exécution : 19 novembre 2008

Attributaire : SOLENER pour un montant de 27 291 750 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- dans la partie relative à la présentation des offres, il est écrit, dans le PV de réception et d'ouverture des plis que les offres sont dans deux enveloppes (pièces administratives, offre technico - financière) incluses dans une grande alors que le cahier des charges stipule que les offres doivent être présentées dans trois enveloppes (pièces administratives, offre technique, offre financière) incluses dans une grande enveloppe ;
- le document présenté comme procès verbal d'évaluation technique versé au dossier est plutôt, de par son contenu, un procès verbal d'évaluation financière combinée à des critères techniques non énoncés dans le cahier des charges ;
- le procès verbal d'ouverture, le procès verbal d'évaluation et le procès verbal d'attribution ont été faits le même jour 13 novembre 2008 entre 16 heures et 19 heures 34 Mn ;
- la notification mentionne que le candidat a été retenu compte tenu de la baisse de 5% qu'il a faite sur son offre financière. Cette précision n'a pas sa raison d'être dans le procès verbal puisque le montant de l'offre financière intègre déjà cette réduction ;
- les candidats non retenus ne sont pas informés ; seul l'attributaire reçoit une notification d'attribution ;
- le contrat a été approuvé le 14 novembre 2008 jour de la notification ;
- les modalités de règlement consignées dans le contrat ne sont pas conformes à celles indiquées dans le cahier des charges ;
- les paiements effectués n'ont pas été faits conformément aux dispositions du contrat ;
- règlement d'une avance de 30 % sur la base de 27 549 050 F CFA TTC en lieu et place du montant figurant dans le contrat qui se chiffre à 27 991 750 F CFA TTC le 13 novembre 2008 soient 7 004 010 F CFA HT. Ce contrat initial a été ramené à 25 075 725 F CFA soit une réduction de 2 471 208 F CFA HT. Par la suite, une commande additionnelle de 5 392 373 F CFA HT a été faite pour d'autres prestations. Il s'agit d'une pratique qui se répète et qui semble être la règle au CICES. On attribue un marché à un fournisseur selon une procédure a priori régulière, dans un second temps on lui demande de réduire ses prestations pour enfin lui octroyer un avenant ;
- un second paiement a été fait le 2 décembre 2008 paiement de 6 342 643 F CFA HT et un troisième le 24 décembre 2008 pour 6 000 000 F CFA HT ;
- les délais de livraison mentionnés dans le cahier des charges auquel le contrat fait référence sont irréalistes.

Recommandations

- veiller à n'introduire aucune modification dans instructions aux soumissionnaires relatives à la présentation des offres au moment de l'ouverture des plis pour ne pas biaiser l'appréciation de la Commission des Marchés sur la recevabilité ou non des offres ;
- ne pas inclure de nouveaux critères d'évaluation en cour ; faire la distinction entre l'évaluation technique et l'évaluation financière qui doivent faire l'objet de PV distincts ;
- même si le code ne l'interdit pas, il n'est pas souhaitable de dérouler toute la procédure de passation en un jour d'autant plus que dans certains PV d'ouverture, un délai est accordé aux soumissionnaires pour des compléments d'informations notamment sur les pièces administratives ;

- la mention de la réduction n'est pertinente dans une lettre de notification que lorsque celle-ci est conditionnelle. C'est dans les appels à la concurrence avec allotissement dans lesquels le soumissionnaire propose une réduction sous réserve d'être attributaire de plusieurs lots ;
- se conformer aux dispositions du NCMP en informant tous les soumissionnaires non retenus ;
- le contrat a été approuvé le 14 novembre 2008 jour de la notification ;
- les modalités de règlement consignées dans le contrat doivent être les mêmes que celles consignées dans le cahier des charges ;
- effectuer les paiements conformément aux dispositions du contrat ;
- les avenants doivent être formalisés et respecter les dispositions de l'article du NCMP ;
- l'élaboration des cahiers de charges doit se faire de manière rigoureuse en appréciant à leur juste mesure les volumes, les délais...

**DRP N° 24 LETTRE N° 796/CICES/CPM DU 27 NOVEMBRE 2008
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE PARKINGS ET DE DESENSABLEMENT DE
CHAUSSEE**

Date de transmission de la DRP : 27 novembre 2008

Date de dépôt des offres : 28 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 1 jour

Date d'attribution : 28 novembre 2008

Date d'approbation : 29 novembre 2008

Date de notification : 29 novembre 2008

Délai d'exécution : le cahier des charges auquel renvoie le contrat ne fixe que la date de démarrage des travaux 29 novembre 2008

Attributaire : 02 SOLUTION pour un montant de 17 700 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- ce marché qui ne figure pas dans le Plan de Passation des Marchés a été attribué à 02 SOLUTIONS pour un montant de 17 700 000 F CFA TTC est frappé de nullité en vertu de l'article 6 du NCMP ;
- les offres de trois soumissionnaires sont présentées de manière quasi semblable (GIE PRESTA FET, DABAKH ENGENIERING et SARSARA) laissant supposer une collusion ;
- le PV de dépouillement mentionne qu'aucune société n'a fourni les pièces administratives (attestations de l'IPRES, IT, CSS) ; la commission leur a accordé un délai d'une semaine pour se mettre en règle. Nous notons que le procès verbal d'attribution ne précise pas si l'attributaire a régularisé sa situation administrative ou pas.

Recommandations

- faire au besoin des mises à jour du plan de passation des marchés après une révision budgétaire dûment approuvée par les organes d'administration ;
- exclure les entreprises convaincues de manœuvres collusives visant à fausser le jeu de la concurrence des prochaines consultations ;

- mentionner dans les procès verbaux d'attribution les régularisations opérées après l'ouverture des plis.

DRP N° 14/CICES/CPM DU 29 OCT 2008 GESTION DU SERVICE DE NETTOIEMENT ET ENTRETIEN DES ZONES D'EXPOSITION ET DES TOILETTES DU CIED - FOURNITURES ET SERVICES

Date de transmission de la DRP : 29 octobre 2008

Date de dépôt des offres : 12 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 15 jours

Date d'attribution : 12 novembre 2008

Date d'approbation : 17 novembre 2008

Date de notification de l'attribution : 14 novembre 2008

Délai d'exécution : 14 jours

Attributaire : LOC SET pour un montant de 14 731 994 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- la lettre de saisine des entreprises mentionne la société "SESETRA". A l'arrivée c'est la Société ADK SA qui a soumissionné alors qu'elle n'avait pas été consultée ;
- la liste de l'ensemble des candidats consultés ne figure pas sur le procès verbal de réception et d'ouverture des plis ; seuls sont mentionnés les noms des soumissionnaires. Le PV doit comporter la liste des prestataires consultés et celle de ceux qui ont soumissionné ;
- l'évaluation des offres a été faite le même jour que le dépôt des offres et l'ouverture des plis. Dans ce PV, il est écrit que l'entreprise ADK SA a un effectif de 20 personnes alors que dans sa proposition technique, l'entreprise mentionne qu'elle a un effectif de 52 personnes ;
- le marché a été attribué à LOC SET qui était le troisième moins disant. Les autres candidats ont été éliminés pour insuffisance d'effectif, critère qui n'était pas dans le cahier des charges comme l'exige l'article 59 du NCMP ;
- le procès verbal d'attribution stipule que LOC SET est le mieux disant terme non conforme au NCMP ;
- le contrat a été soldé mais le dossier comporte une facture additionnelle de 560 305 F CFA qui s'ajoute au marché initial. Nous avons identifié d'autres paiements au profit de LOC SET pour un montant estimé à 16 850 939 F CFA.

Recommandations

- la Commission des Marchés ne doit pas accepter les offres d'entreprises non consultées ;
- le procès verbal de réception et d'ouverture des plis doit comporter la dénomination sociale de toutes les entreprises qui ont été consultées et de celles qui ont soumissionné ;
- même si le code ne l'interdit pas, il n'est pas souhaitable de dérouler toute la procédure de passation en un jour d'autant plus que dans certains PV d'ouverture, un délai est accordé aux soumissionnaires pour des compléments d'informations ;
- ne mentionner dans les procès verbaux que des informations vérifiées ;

- évaluer les candidats sur la base des seuls critères figurant dans le cahier des charges comme l'exige l'article 59 du NCMP ;
- utiliser la terminologie du NCMP qui ne connaît pas la notion de mieux disant ; seule la notion de moins disant est conforme au NCMP ;
- ne pas adosser de prestations additionnelles à un contrat de base ayant suivi les procédures normales d'attribution.

DRP N° 15/CICES/CPM DU 29 OCT 2008 FOURNITURES DE MATERIEL DE SONORISATION - FOURNITURES ET SERVICES

Date de transmission de la DRP : 29 octobre 2008

Date de dépôt des offres : 6 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 15 jours

Date d'attribution : 6 novembre 2008

Date d'approbation : 7 novembre 2008

Date de notification : 7 novembre 2008

Délai d'exécution : 3 jours

Attributaire : SAGECO pour un montant de 9 381 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- les offres de trois des cinq soumissionnaires ont été rejetées car la Commission des Marchés a constaté une complicité entre ces 3 entreprises dont les offres étaient présentées de la même manière (Machallah Business Center, GIE And Liggey, Les Constructeurs) ;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faites le même jour.

Recommandations

- exclure les entreprises coupables de collusion des prochaines consultations ;
- même si le code ne l'interdit pas, il n'est pas souhaitable de dérouler toute la procédure de passation en un jour d'autant plus que dans certains PV d'ouverture, un délai est accordé aux soumissionnaires pour des compléments d'informations.

DRP N° 22 LETTRE 0784/CICES/CPM DU 18 11 08 LOCATION DE GROUPE ELECTROGENE - FOURNITURES ET SERVICES

Date de transmission de la DRP : 18 novembre 2008

Date de dépôt des offres : 18 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 1 jour

Date d'attribution : 18 novembre 2008

Date d'approbation : 19 novembre 2008

Date de notification attribution: 19 novembre 2008

Délai d'exécution : 1 jour

Attributaire : BIOTECHNOLOGIES ASSISTANCE pour un montant de 13 559 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- la DRP a été lancée sur la base du fichier de demande d'agrément. Seules trois entreprises ont été consultées alors que l'article 77 du NCMP exige que cinq entreprises soient sollicitées ;
- l'examen des offres révèle que les soumissionnaires n'ont pas déposé leurs dossiers administratifs contrairement à ce qui a été mentionné dans le procès verbal de réception et d'ouverture des plis. La Commission devrait veiller à ne consigner sur procès verbal que des informations vérifiées et exactes.

Recommandations

- se conformer à l'article 77 du NCMP en consultant au moins cinq entreprises ;
- la Commission devrait veiller à ne consigner sur procès verbal que des informations vérifiées et exactes.

DRP N° 21 DU 11 NOVEMBRE 2008 DESINFECTION, DERATISATION, DESINFECTISATION

Date de transmission de la DRP : 11 novembre 2008

Date de dépôt des offres : 14 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 3 jours

Date d'attribution: 17 novembre 2008 mais le PV est daté du 17 novembre 2008

Date d'approbation : 15 novembre 2008

Date de notification: 15 novembre 2008

Délai d'exécution : 2 jours

Attributaire : SDT pour un montant de 3 304 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- aucun procès verbal de réception ou attestation de service fait n'est versé au dossier de passation pour attester de l'effectivité de la prestation ;
- le procès verbal de réception et d'ouverture des plis indique que les offres des soumissionnaires SDT et INSEXTOX sont conformes au cahier des charges alors qu'il est mentionné dans le procès verbal d'évaluation que leurs dossiers administratifs n'ont pas été fournis ; ces informations contradictoires montrent que le travail de dépouillement gagnerait à être fait de manière plus rigoureuse. Nonobstant cette carence le soumissionnaire SDT a été choisi comme attributaire du marché en violation des dispositions des articles 43 à 45 du NCMP.

Recommandations

- il convient pour chaque prestation d'attester que le service est fait avant tout paiement au prestataire ;
- la Commission des Marchés ne peut se prévaloir d'une absence de pièces administratives pour éliminer un soumissionnaire dès lors que cette carence n'a pas été mentionnée dans le procès verbal d'ouverture des offres.

DRP N° 13 DU 29 OCTOBRE 2008 TRAVAUX D'IGNIFUGATION

Date de transmission de la DRP : 29 octobre 2008

Date de dépôt des offres : 5 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 7 jours

Date d'attribution : le PV d'attribution est daté du 28 octobre alors que la CM s'est réunie le 5 novembre 2008

Date d'approbation : 5 novembre 2008

Date de notification : 5 novembre 2008

Délai d'exécution : 13 jours

Attributaire : BMT INVESTISSEMENT pour un montant de 27 966 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- le CICES a attribué un lot portant sur l'ignifugation de la boiserie alors que le cahier des charges ne distingue pas de lots ;
- l'ignifugation de la moquette a été déclarée sans suite par la Commission des Marchés (le besoin n'existe plus) qui ne s'est pas conformée au NCMP qui stipule que c'est la DCMP qui déclare une consultation sans suite.

Recommandations

- l'allotissement doit se faire au moment de la préparation du dossier d'appel à la concurrence et les lots clairement désignés dans le cahier des charges ;
- requérir l'avis de la DCMP qui est seule habilitée à déclarer une consultation sans suite.

DRP N° 20 DU 2008 MATERIEL DE PLOMBERIE

Date de transmission de la DRP : 11 novembre 2008

Date de dépôt des offres : 14 novembre 2008

Délai de préparation des offres : 3 jours

Date d'attribution : 14 novembre 2008

Date d'approbation : 14 novembre 2008

Date de notification : 15 novembre 2008

Délai d'exécution : 3 jours

Attributaire : DEBRO pour un montant de 5 880 972 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- le procès verbal d'attribution désigne DEBRO comme attributaire du marché pour un montant de 5 880 972 F CFA alors que sa soumission était de 5 304 100 F CFA comme l'indique le procès verbal d'évaluation ;
- les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres, d'attribution du marché, de notification et d'approbation ont été déroulées en un jour ;
- des attestations et pièces administratives périmées ont été fournies par certains soumissionnaires sans que cette anomalie ne soit mentionnée dans le procès verbal

- d'ouverture. Ce même procès verbal est daté du 28 octobre 2008 alors que la séance d'ouverture des plis a eu lieu le 14 novembre 2008 ;
- le montant du marché notifié à l'attributaire (4 938 825 F CFA) est différent de celui de la commande adressée au fournisseur (6 281 581 F CFA) confirmant, s'il en était encore besoin, la pratique systématique de commandes additionnelles une fois la procédure de DRP bouclée;
 - les règlements effectués sur ce marché se chiffrent 4 963 625 FCFA soit une différence de 24 800 F CFA par rapport au marché notifié pour un montant de 4 938 825 F CFA.

Recommandations

- veiller à la cohérence des dates apposées sur les documents de passation des marchés et bannir la pratique de la régularisation ;
- même s'il n'y a pas d'interdiction formelle, il n'est pas souhaitable de procéder à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution le même jour pour permettre aux soumissionnaires d'apporter d'éventuels compléments d'informations ;
- les procès verbaux de la commission des marchés doivent relater les circonstances exactes des travaux ainsi que la position motivée de chacun des membres. Il serait utile aussi de faire précéder leur signature de la mention « lu et approuvé » ;
- effectuer les paiements conformément aux engagements contractuels.

DRP N° 05/CICES/CPM : REALISATION DE DOCUMENTS ET SUPPORTS PROMOTIONNELS, DE CATALOGUES OFFICIELS ET DES TITRES D'ACCES DE LA 18° FIDAK, DES DEPLIANTS PROMOTIONNELS DU PALAIS DES CONGRES ET DIVERS DOCUMENTS.

Date de transmission des offres : 23 Juillet 2008

Date de dépôt des offres : 07 Août 2008

Date d'ouverture des offres : 07 Août 2008

Date attribution provisoire : 07 Août 2008

Date de notification : 21 Août 2008

Date d'approbation : Le contrat n'a été versé au dossier

Délai de préparation des offres : 15 Jours

Attributaire : IMPRIMERIE SALAM

Non conformités :

- les lots 1-2-4 et 5 sont attribués à l'Imprimerie SALAM pour un montant de 14.998.980 FCFA TTC correspondant aux bons de commande N° 931,932 et 933 – facture du 20/11/08 de FCFA TTC de 14.955.910 soit un montant légèrement inférieur au montant attribué ;
- des commandes complémentaires non autorisées sont réalisées par entente directe avec le même fournisseur. (Bons de commande N° 50, 21 et 20 correspondants aux factures N° 238, 237 et 281). Ce fractionnement de marché, en violation des dispositions du NCMP a entraîné un surcoût de FCFA 2.180.640 ;
- les modalités de paiement ne sont indiquées ni dans le cahier des charges, ni sur les bons de commande et factures.

Recommandations :

- bannir toute forme de fractionnement de marchés
- indiquer les modalités de paiement prévues.

DRP N° DU LOCATION DE CHAPITEAUX**Date de transmission de la DRP :****Date de dépôt des offres :****Délai de préparation des offres :****Date d'attribution :****Date d'approbation :****Date de notification :****Délai d'exécution :****Attributaire : KHELCOM BACHES pour un montant de 22 429 440 F CFA TTC****Non conformités identifiées**

- l'ouverture, l'évaluation et l'attribution du marché ont été effectués le même jour ;
- le CICES n'a consulté que quatre fournisseurs et seuls deux ont déposés leur offres Khelcom Bâches (22 429 440 FCFA) et Sénégal bâches (42 480 000 FCFA) ;
- le contrat n'a pas été mis à notre disposition.

Recommandations

- tenir des procès verbaux séparés lors des différentes phases d'attribution des marchés ;
- requérir la soumission des cinq fournisseurs conformément à l'alinéa 2 de l'article 77 du Code des Marchés Publics.